

Pourquoi le Parlement européen doit déchirer les accords d'échanges avec Israël

Israël, comme l'Afrique du Sud, est un Etat d'apartheid. Ces mots ont été prononcés au début des années 60 par Henrik Verwoerd, le Premier Ministre sud-africain. Étant lui-même un raciste incorrigible, il n'avait pas de difficultés à reconnaître la fondation de l'Etat d'Israël comme un projet raciste.

Deux fois au cours des dernières semaines, j'ai vu « *Roadmap to Apartheid* », un puissant nouveau documentaire dirigé par Eron Davidson et Ana Nogueira, qui compare Israël avec l'Afrique du Sud sous la domination blanche. Ce qui me frappe est que la pratique et la terminologie utilisée dans les deux situations est pratiquement identique. En Afrique du Sud, les Noirs étaient considérés comme des "natifs étrangers" ; Israël considère les Palestiniens comme des "absents présents". Dans les deux cas, ce vocabulaire obscène est utilisé pour dépouiller les êtres humains de droits essentiels sous le prétexte fallacieux qu'ils n'appartiennent pas à la terre à laquelle ils sont indigènes.

Les Nations-Unies définissent l'apartheid comme la domination d'un groupe racial ou ethnique sur les autres. Quand la définition est appliquée à Israël, nous pouvons conclure que l'oppression d'Israël sur les Palestiniens est plus extrême que l'oppression de l'Afrique du Sud sur la majorité noire africaine durant l'apartheid. Comme « *Roadmap to Apartheid* » le démontre, les Sud-Africains noirs n'ont jamais été sujets à une campagne de bombardement de trois semaines comme l'a infligé Israël sur les 1,5 million d'habitants de Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

Le boycott grandit

La domination blanche a finalement été renversée en Afrique du Sud grâce à une combinaison de résistance interne et de pression internationale. Il est frappant qu'Israël fait face maintenant à une campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui grandit plus rapidement qu'une mobilisation internationale similaire contre l'Apartheid en Afrique du Sud. Le premier appel pour un boycott général de l'Afrique du Sud a été lancé dans les années 50 mais n'avait pas eu un impact sérieux avant les années 80. L'appel palestinien pour un BDS date à peine de 7 ans mais s'est déjà distingué de victoires significatives.

Même le Parlement européen a récemment annulé un contrat avec la compagnie de sécurité G4S parce qu'elle offrait un service dans les prisons israéliennes.

Malheureusement, le Parlement n'a pas pleinement adhéré à l'engagement du BDS.

Durant les prochains mois, un vote des membres du Parlement européen est prévu sur un nouvel accord d'échange UE-Israël. Connu sous le nom d'Accords sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (*Conformity Assessment and Acceptance of Industrial Products* ou ACAA), il permettrait aux autorités israéliennes de garantir à leurs produits manufacturés le même statut que celui garanti par les autorités au sein de l'Union européenne. Cela permettra à Israël d'exporter plus facilement des produits par ici. Au départ, cet accord sera limité aux produits pharmaceutiques mais il pourrait rapidement être étendu à d'autres catégories.

Pour le gouvernement de Benjamin Netanyahu, obtenir l'approbation du Parlement pour l'ACAA est top prioritaire. Il a engagé Gavin Anderson, RP de la firme Kreab, pour l'assister dans ses efforts. Karl Isarksson, chef de la branche bruxelloise de Kreab, m'a dit que sa boîte fournissait à

Israël des conseils en « *messages politiques* ».

Les trois Stooges (*)

Isaksson a précédemment travaillé comme conseiller en chef pour les eurodéputés conservateurs de Suède. Le fait que le plus actif supporter de l'ACAA est Christoffer Fjellner, des eurodéputés conservateurs suédois, ne peut pas être une coïncidence.

En février, Fjellner et deux autres eurodéputés (le Polonais Marek Siwiec et la Britannique Sarah Ludford) ont signé un article qui sentait bon la Hasbara (terme hébreu pour désigner la propagande). Il laissait entendre qu'Israël allait nous permettre de vivre plus longtemps et nous sortir de la récession.

Selon les trois Stooges, l'ACAA est nécessaire pour augmenter l'offre de « *médicaments de grande qualité et abordables* » en Europe. Israël est « *un leader en innovation pour les produits et services de soins de santé* » soutient leur article. Il ajoute que stimuler le commerce avec « *nos principaux partenaires* » est « *sans aucun doute d'une importance accrue en ces temps de détérioration des finances publiques et vu le besoin de couper dans les dépenses gouvernementales à travers le continent.* »

Karel de Gucht, le commissaire européen au commerce, a essayé de persuader les eurodéputés d'entériner l'ACAA en le présentant comme « *rien de plus qu'un accord technique* ».

Ce que dit de Gucht n'est pas sincère. Dans un rapport d'étape de 2009 sur Israël, la Commission européenne déclarait que l'entrée en vigueur de l'ACAA marquerait le premier pas de l'intégration d'Israël dans le marché unique de l'UE pour les biens et les services. De Gucht ne peut pas sérieusement maintenir que le marché unique n'est qu'une simple question technique ; c'est profondément politique.

Les gouvernements de l'UE ne voient pas non plus l'ACAA comme « *rien de plus qu'un accord technique* ». Répondant à une demande d'un eurodéputé l'année dernière, le Conseil des Ministres disait que l'ACAA est « *susceptible d'avoir un impact positif sur les relations bilatérales entre l'UE et Israël* ».

Avant de démissionner en tant que chef de la diplomatie européenne en 2009, Javier Solana décrivait Israël comme un membre de l'Union sans en être un membre de ses institutions. L'ACAA va renforcer une relation déjà forte.

C'est insultant pour les sympathisants sionistes de présenter Israël comme un leader médical. Halla Shoaibi de l'université du Michigan (USA) a fourni une documentation sur 69 Palestiniennes qui ont du accoucher à des barrages routiers parce qu'elles étaient empêchées de gagner des hôpitaux entre 2000 et 2007. En conséquence de quoi, cinq des mères et trente-cinq bébés sont morts.

L'Etat d'Israël décide qui peut aller à l'hôpital et, dans bien des cas, qui peut vivre ou mourir sur base de critères religieux et ethniques. Un régime sud-africain avait un jour pris des décisions comparables sur base de la couleur de peau.

Ne vous y trompez pas : Israël est un Etat d'apartheid.

(*) Trio de comiques ayant marqué le vaudeville américain

* **David Cronin** est l'auteur de *Europe's Alliance With Israel : Aiding the Occupation* (Pluto Press, 2011). Il a notamment écrit pour *The Guardian*, *The Wall Street Journal Europe*, *European Voice*, *the Inter Press Service*, *The Irish Times* et *The Sunday Tribune*. Militant politique, il a essayé de procéder à l'arrestation citoyenne de Tony Blair et d'Avigdor Lieberman pour crimes contre l'humanité.

31 mai 2012 – Investig'Action – Traduit de l'anglais par G.

César